

Madame la Présidente du SCOT
du Cubzaguais Nord Gironde

A Galgon, le 05 décembre 2024

Objet : Avis concernant le dossier d'arrêt du SCOT Cubzaguais Nord Gironde

Madame la Présidente,

Le 6 septembre 2024, le Syndicat Mixte de Gestion des Bassins Versants de la Saye, du Galostre et du Lary a été réceptionnaire, en tant que Partenaire Public Associé, du dossier complet d'arrêt du SCOT.

Dans le respect du délai de trois mois accordé pour remettre notre avis, et après lecture des différents éléments de ce dossier, nous souhaiterions vous faire part de nos observations.

Pour rappel, notre Syndicat Mixte de Gestion exerce les compétences gemapiennes obligatoires 1°, 2°, 5° et 8° (l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique, l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau, la défense contre les inondations et contre la mer, la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques) sur les bassins versants de nos 6 EPCIs adhérentes. Le bassin versant de la Saye, pour partie sur le territoire du SCOT Cubzaguais Nord Gironde, ainsi que toutes les zones humides liées à son réseau hydrographique font partie de notre territoire de gestion.

A la lecture des différents documents composant le dossier du SCOT, nous tenons à noter l'intérêt et l'attention qui ont été portés à la préservation des milieux humides du territoire. Cette prise en considération dans des documents de planification supra tel que le SCOT constitue un prérequis indispensable dans la mise en œuvre de nos missions quotidiennes.

Toutefois, nous nous permettons de vous transmettre nos remarques qui visent à compléter et à renforcer le travail déjà effectué. Par ces dernières, nous souhaitons nous inscrire dans la démarche constructive et participative que vous avez initié durant l'élaboration de ce SCOT.

Notre nous tenons à votre disposition pour tout complément d'information.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Monsieur Jean-Marie BAYARD
Président du SMGBV Saye, Galostre, Lary

SMGBV SAYE GALOSTRE LARY
Mairie
2 Esplanade Charles de Gaulle
33133 GALGON



Remarques sur la gestion des eaux au sein des Bassins Versants

L'article **P.3.2.D.1** décrit en page 96 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET recommande une « *préservation des mares et des étangs* ». Le Syndicat s'interroge sur la possibilité de faire apparaître une discrimination, au sein de la proposition, entre les mares et étangs naturels et les mares et étangs artificiels. L'article tel que décrit pourrait devenir obstacle à un effacement d'étang artificiel tel que parfois entrepris dans le cadre d'une restauration de continuité écologique (trame bleue), restauration de zone humide, ...

Remarques sur les Zones Humides

Le document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET précise en page 84 que l'objectif **P.3.1.B.3** prévoit que « *le remblaiement, l'affouillement, l'exhaussement de sol, la mise en eau ou le drainage de ces zones humides sont interdits* ».

Il serait intéressant de remplacer « de ces » par « des » : le Syndicat s'interroge sur le caractère restrictif de cette formulation pouvant s'interpréter comme une limitation de l'article **P.3.1.B.3** aux zones humides déjà inventoriées et identifiées (dans les documents d'urbanisme) en amont de l'élaboration du SCOT (cf. article **P.3.1.B.1** page 82). Il serait opportun de pouvoir lever toute ambiguïté de sorte que l'article **P.3.1.B.3** puisse s'appliquer avec certitude aux "nouvelles" zones humides intégrées aux documents d'urbanisme au fur-et-à-mesure des efforts de prospection des Syndicats GEMAPI et des collectivités telles que sollicités en l'article **P.3.1.B.1** (page 82).

L'article **P.3.2.A.1** développé page 91 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET indique que « *dans la Forêt de la Double-Saintongeaise, afin de maintenir les prairies et de limiter leur enfrichement, les documents d'urbanisme locaux doivent les classer en Zone Agricole (A)* ».

Bien qu'il partage l'objectif de non-enfrichement des prairies de la Double-Saintongeaise, le Syndicat s'interroge sur les possibles conséquences d'une classification de l'ensemble des prairies conservées en Zone Agricole (A) : cette reclassification ne faciliterait-elle pas une exploitation (plus ou moins raisonnée) de prairies pouvant être *prairies humides* ? Cette éventualité ne viendrait-elle pas contredire l'objectif **3.1.B** (tel que décrit page 82 du même document) qui invite à « identifier, préserver et restaurer les zones humides et milieux aquatiques » ?

Le document 6-SCOT-CNG-VOLET-EAU-ARRET présente en pages 123-124 un tableau faisant part d'estimations de la part de surface communale occupée par des *Zones Humides*. Bien qu'il soit stipulé que « *la part de surface communale occupée par une ZH est fournie à titre indicatif* » et que le présent document rapporte que « *l'enjeu lié aux zones humides est très important sur l'ensemble du territoire* », le Syndicat souhaite attirer

l'attention sur une sous-évaluation de l'emprise des zones humides dans les estimations alors rapportées.

À titre d'exemple, le tableau estime que les *Zones Humides* recouvreraient moins de 10% de la surface communale de Cavignac : un inventaire porté en 2024 par le Syndicat sur une partie de la commune (30% de cette dernière environ) fait état de *Zones Humides Effectives* (ZHE) recouvrant 8,5% de l'emprise communale. Il est ainsi très probable qu'après inventaire de la totalité du périmètre communal, la part surfacique occupée par des milieux humides excède les 10%.

Il en est de même, par exemple, pour la commune de Saint-Mariens : le tableau estime un recouvrement de *Zones Humides* à hauteur de 1% de l'emprise communale. L'inventaire non exhaustif de la commune permet d'ores-et-déjà d'affirmer que la part de *Zones Humides Effectives* (ZHE) sur Saint-Mariens excède les 1% de recouvrement.

Est inscrit au sein de l'orientation **2.4** « *Accompagner la réalisation de projets cohérents avec l'identité du territoire* » en page 22 du document 14-SCOT-CNG-EE-ARRET qu'une « *distinction doit être établie entre jardins partagés et zones humides* ». Le cadre permettant de délimiter ce qui peut être catégorisé *Zone Humide* étant clairement spécifié au sein de l'article **L.211-1-1 Code de l'Environnement**, le Syndicat s'interroge sur la nécessité affichée dans l'orientation 2.4 d'établir une « distinction » entre *Zone Humide* et *Jardin partagé*.

Est indiqué page 75 du document 14-SCOT-CNG-EE-ARRET et page 11 du document 15-SCOT-CNG-RNT-ARRET que « *le territoire est particulièrement concerné par la présence de milieux aquatiques et humides d'intérêt : ils ont subi de nombreuses destructions et altérations, et font partie des milieux les plus menacés du département. Ces milieux accueillent de nombreuses espèces : amphibiens, rapaces diurnes (busard des roseaux), reptiles, chiroptères, etc.* »

Il apparaît pertinent de compléter ce paragraphe de sorte à rendre compte de manière plus exhaustive du rôle de « support de biodiversité » des milieux "aquatiques et humides" tels que cités dans le document : « Ces espaces entre terre et eau accueillent une faune et une flore qui leur sont inféodées. Ils concentrent de nombreuses espèces animales (amphibiens, oiseaux d'eau, rapaces, mammifères semi-aquatiques, odonates, reptiles, chiroptères, ...) et végétales (phragmitaies, jonchaies, plantes carnivores...). »

Parmi les espèces emblématiques pouvant être citées, par clade/catégorie : amphibiens, oiseaux d'eau (Grande aigrette, Héron cendré, Cisticole des joncs), rapaces (Busard des roseaux, Hibou des marais), mammifères semi-aquatiques (Vison d'Europe, Loutre d'Europe, Campagnol amphibie), odonates (Cordulie à corps fin, Agrion de Mercure), reptiles (Cistude d'Europe), chiroptères... pour la faune.

Remarques techniques sur le développement des énergies renouvelables

Est précisé au sein de l'article **P.3.3.B.1** décrit en page 99 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET que le SCoT souhaite « *encadre[r] (le développement de la production industrielle d'énergies renouvelable) pour limiter son impact en matière de consommation d'espaces et d'atteinte aux milieux naturels* ». Le présent article ajoute que « *les projets de production industrielle d'énergies renouvelables et de récupération sont interdits dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques identifiés dans la trame verte et bleue* ».

De son côté, l'article **P.1.3.B.6** décrit page 44 de ce même document ajoute que « *l'implantation de panneaux solaires ne peut s'envisager qu'exclusivement dans le cadre de l'agrivoltaïsme (...) et sans porter atteinte à la préservation des paysages, du patrimoine naturel, de la biodiversité et des continuités écologiques* ». Le Syndicat s'interroge alors sur la position du document quant à l'implantation de panneaux photovoltaïques au sein de *prairies humides* exploitées avec pâturage extensif : leur pose est-elle permise par la réglementation liée à l'agrivoltaïsme, ou ces *prairies humides* sont exonérées de ces installations parce qu'incluent au sein des « réservoirs de biodiversité » ?

En son article **P.3.3.B.5** développé en page 99 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET, il est notifié que « *les documents d'urbanisme locaux recenseront les sites potentiels pour l'accueil de dispositifs de production d'énergie hydrolienne soit fluviale soit sur d'anciens moulins à eau* ». Le Syndicat souhaite porter attention sur une possible collision entre cette proposition et l'objectif **P.3.1.B.5** (décrit page 84 de ce même document) préconisant un inventaire des « *éléments constitutifs de la trame bleue* » afin de « *prendre les dispositions adaptées pour les préserver* ». De même, l'article **P.3.3.B.5** semble pouvoir porter des objectifs contraires aux préconisations **D33 à D37** visant à « *préserver et restaurer les poissons grands migrateurs amphihalins, leurs habitats fonctionnels et la continuité écologique* » décrites en page 33 du document 6-SCOT-CNG-VOLET-EAU-ARRET.

Est précisé en son orientation **2** « *Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique* » en page 38 du document 1-SCOT-CNG-PAS-ARRET que ce développement « *devra se faire en adéquation avec les capacités du territoire et dans le respect de la qualité de vie des habitants et des paysages* ». Il apparaît pertinent d'ajouter que ce développement énergétique doit se faire dans le respect de « la biodiversité ».

En son objectif **3.3.B** présenté en page 60 du document 14-SCOT-CNG-EE-ARRET est précisé la doctrine encadrant le « *développement des énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique* ».

	EXT/PERM/MT V	V	V	V	V
Objectif 3.3.B: Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique	Prise en compte des continuités écologiques (réservoirs + corridors) dans le déploiement des ENR → Exclusion V : Veiller aux conditions de mise en œuvre pouvant impacter la biodiversité plus ordinaire	V : Veiller à une gestion durable des ressources dans le déploiement des ENR impactant les ressources (bois énergie, agri-voltaïsme, etc.)	V : Veiller à l'impact de certains dispositifs ENR comme la méthanisation	V : Veiller à l'impact de certains dispositifs ENR comme l'éolien	V : Veiller à ne pas implanter de dispositifs ENR en zone inondable

Le Syndicat souligne l'accent mis sur le non-déploiement des ENR au sein des « *corridors écologiques* » et des « *zone[s] inondable[s]* ». Il paraît pertinent d'agrémenter à ces ambitions une volonté de « prioriser les zones déjà artificialisées pour le déploiement des ENR » afin de limiter l'impact sur les espaces naturels et agricoles. De surcroît, ce complément s'inscrirait dans les objectifs affichés de sobriété dans la consommation d'espace foncier (tels que décrits par l'article **P.3.4.C.3** du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET).

En son article **P.1.3.B.5**, le document 14-SCOT-CNG-EE-ARRET stipule en page 92 que « *les projets agri-voltaïques sont encouragés à condition qu'ils ne portent pas préjudice au paysage* ». Le Syndicat recommande d'ajouter « et à la biodiversité » de sorte à expliciter la prise en compte de l'incidence du déploiement des ENR sur le Vivant.

Est précisé en page 93 de ce même document que « *l'él développement des énergies renouvelables peut entraîner des points noirs paysagers* ». Il paraît important de notifier qu'outre un potentiel impact paysager, le déploiement des ENR peut entraîner une « disparition d'habitats d'espèces patrimoniales et/ou protégées ».

Remarques sur la consommation foncière du territoire

Le document 5-SCOT-CNG-DIAGNOSTIC-TERRITORIAL-ARRET rappelle le projet de RER métropolitain à l'horizon 2028. Il serait intéressant d'indiquer si la consommation foncière et l'artificialisation des sols entraînées par ce projet de communication sont prises en compte dans les surfaces fixées par l'article **P.3.4.C.3**, explicité en page 109 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET, et ayant pour ambition de réduire la consommation foncière des sols du territoire du Cubzaguais-Nord Gironde.

Pour rappel, les différentes surfaces fixées sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Consommation foncière totale entre 2021 et 2030	Artificialisation totale entre 2031 et 2040	Artificialisation totale entre 2041 et 2044
Grand Cubzaguais	125,5 ha	64 ha	12,8 ha
Latitude Nord Gironde	99,5 ha	51 ha	10,2 ha
TOTAL SCOT CNG	225 ha	115 ha	23 ha

Est indiqué en page 3 du document 10-SCOT-CNG-Synthèse-Biodiversité-ARRET que « 46% du territoire est couvert par des réservoirs de biodiversité ». Au regard de l'article **P.3.1.A.1** décrit en page 80 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET, le SCoT préconisant de « protéger et restaurer (...) les réservoirs de biodiversité du territoire », peut-on considérer que ces 46% du territoire du Cubzaguais-Nord Gironde identifiés seront exonérés de projets d'aménagement/de toute consommation foncière ?

Remarques sur Natura 2000

Le document 1-SCOT-CNG-PAS-ARRET présente en page 34 l'orientation **3.1.1** « Préserver et valoriser le patrimoine naturel du territoire ». Il serait intéressant d'énumérer les périmètres Natura 2000 présents au sein du territoire du Cubzaguais-Nord Gironde dans la description de l'orientation tout en précisant la réglementation affiliée aux différents zonages de protection et/ou d'inventaire (exemple de la nécessité de réaliser une étude d'incidence pour tout projet inclus dans ou à proximité d'un périmètre Natura 2000).

En son orientation **P.3.1.3** « Préserver et restaurer les continuités écologiques » développée en page 35 de ce même document, il est précisé que les « projets d'aménagements à venir devront prendre en compte les déplacements des espèces ». Bien que le document explicite que « le SCoT se donne des objectifs de protection, de valorisation et de restauration des corridors écologiques », il apparaît pertinent de préciser que les projets d'aménagements à venir auront à prendre en compte le maintien des différents corridors écologiques (trames verte, bleue et noire) afin d'être en conformité avec les orientations définies.

L'article **P.1.3.C.2** développé page 45 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET indique que « les documents d'urbanisme locaux identifient les parcelles présentant un potentiel agronomique actuel et/ou de demain de production agricole nourricière et pouvant être valorisées comme telles ». Le Syndicat souhaite porter attention sur la prise en compte de la réglementation Natura 2000 (liste locale 2 en Gironde) stipulant que tout retournement de prairies permanentes et/ou travail léger du sol est soumis à une étude d'incidences Natura 2000 – car allant à l'encontre de la conservation des espèces d'intérêt

communautaire inféodées aux prairies ayant permis la désignation du site Natura 2000 alors défini (cas du site Natura 2000 des *Vallées de la Saye et du Meudon*).

Le SCoT « *soutient la mise en œuvre d'une agriculture plus durable* » selon les recommandations précisées à l'article **R.1.3.C.3** de la page 46 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET. Il serait opportun de rappeler la possibilité de signer des chartes, contrats Natura 2000 et MAEC au sein des périmètres Natura 2000 afin d'encourager les pratiques respectueuses conciliant agriculture et meilleure prise en compte de la biodiversité.

L'article **P.3.1.A.2** tel que présenté page 80 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET précise que « *les secteurs d'ouverture à l'urbanisation (...) doivent éviter les zonages de protection réglementaire et inventaires existants identifiés par le SCoT* ». Le Syndicat tient à rappeler qu'un projet hors réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique peut tout de même avoir une incidence sur les espèces constitutives de ce réservoir de biodiversité et/ou empruntant les corridors identifiés. C'est notamment le cas pour des espèces à forte capacité de déplacement telles que l'avifaune ou les chiroptères.

En outre, il apparaît important de prendre en compte les incidences cumulées des projets localisés en un secteur restreint dans les études d'impact affiliées aux projets telles que préconisées en ce même article **P.3.1.A.2** pour justifier d'une « *ouverture à l'urbanisation* ».

En son article **R.3.1.A.1** tel que présenté page 80 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET, « *les documents d'urbanisme locaux pourront affiner le travail de leur trame verte et bleue en se basant sur le travail d'inventaire de milieux à enjeux écologiques forts (les pelouses calcicoles) réalisé par le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique (CBNSA)* ». Il semble à propos d'agréer à cet article que les documents d'urbanisme locaux pourront affiner d'un travail sur « *les différents zonages réglementaires (périmètre Natura 2000, ZPENS) et d'inventaires (ZNIEFF)* ».

L'article **P.3.1.C.1** documenté page 85 de ce même document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET, il apparaît que « *les documents d'urbanisme locaux doivent identifier et délimiter les éléments constitutifs de la trame verte* ». Le Syndicat tient à préciser que les cartographies des sites Natura 2000 mises à disposition sur le site de l'OBV peuvent servir d'outil pour délimiter les corridors écologiques en présence.

Sur ce même document, en son article **P.3.1.C.2** page 85 centré sur la « *gestion des espaces verts et dispositions favorables à la petite faune* », il serait intéressant d'ajouter la promotion d'une « *gestion différenciée (retard de fauche, fauche par centrifuge ou par bande pour permettre la fuite des animaux)* ». Concernant les « *limitations des obstacles* » de type clôture tels que précisés en ce même article, il paraît censé de proposer « *l'installation de clôtures transparentes à la faune* ».

L'article **P.3.1.C.2** encourage également « *l'intégration d'habitats à destination des petits animaux* ». Le Syndicat se propose de compléter cette direction en énumérant les

possibles installations : « hibernacula, gîtes à chiroptères, à écureuil ou encore à hérisson ».

De surcroît, il serait pertinent d'ajouter à cet article une direction centrée sur l'utilisation d'espèces végétales locales au sein des espaces verts réglementés par cet article **P.3.1.C.2.**

L'article **P.3.1.C.3** développé en page 85 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET précise que « *les parcelles au contact d'un cours d'eau doivent rechercher un dialogue entre le jardin et le ruisseau par un prolongement/confortement de la ripisylve dans le jardin* ». Il est à noter que ces parcelles peuvent faire l'objet d'un contrat Natura 2000 bénéficiant d'un financement Européen si elles sont comprises au sein d'un périmètre Natura 2000.

En page 63 du document 6-SCOT-CNG-VOLET-EAU-ARRET, un tableau énumère et caractérise les différents sites Natura 2000 du territoire du Cubzaguais-Nord Gironde. Le Syndicat souhaite apporter des informations complémentaires et/ou actualisées afin de caractériser le site de la « Vallée de la Saye et du Meudon ».

FR7200689 – Vallée de la Saye et du Meudon	Cavignac, Donnezac, Laruscade, Marcenais, Marsas, Saint- Mariens, Saint-Savin, Saint-Yzan- de-Soudiac	Cours bordé d'une ripisylve, présence du Vison d'Europe.	DOCOB en cours. <i>Dernier arrêté de la ZSC le 24/09/2021. Dernière version du DOCOB le 04/07/2017.</i>	42%, soit environ 581 ha du site inclus dans la CdC sur les 1 380 ha totaux du site.
--	--	---	--	--

Afin de caractériser **l'intérêt du site**, le Syndicat propose pour compléter : « Cours d'eau bordé d'une ripisylve. Présence du Vison d'Europe, de la Loutre d'Europe, de la Cistude d'Europe, de la Lamproie de Planer, du Toxostome et du Chabot commun. Présence d'odonates d'intérêt communautaire, de coléoptères patrimoniaux dont la Rosalie des Alpes. Présence de milieux ouverts favorables aux Rhopalocères patrimoniaux : Cuivré des marais, Damier de la Succise, Fadet des laïches. »

Afin de caractériser **l'avancement du DOCOB**, ce dernier est à présent à mentionner comme « DOCOB validé », et non « en cours » comme mentionné.

Remarques générales sur la biodiversité locale

Est indiqué en page 87 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET en son article **P.3.1.C.10** que « *les documents d'urbanisme locaux devront privilégier l'utilisation d'espèces prenant en compte des enjeux du changement climatique dans l'aménagement des secteurs de développement* ». Le Syndicat propose de préciser la prise en compte d'une « non-utilisation (ou d'un évitement) des espèces végétales exotiques envahissantes » pour l'aménagement des secteurs de développement.

L'article **P.3.3.A.5** développé en page 98 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET énumère des mesures visant à « *renforcer la trame noire* » à l'aide des documents d'urbanisme locaux. Il serait intéressant de mentionner que les éclairages en place devront s'adapter pour diminuer leur impact sur les chiroptères : orientation de l'éclairage, détecteur de mouvement, spectre lumineux adapté aux chauve-souris...

Le document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET explique en son article **P.3.1.C.10** page 104 que « *face à l'augmentation de la vulnérabilité des forêts au risque incendie en raison du changement climatique, le SCoT reconnaît l'exploitation forestière et le sylvopastoralisme, gestion professionnelle des forêts, comme une solution tout en préservant la ressource* ». Le document 14-SCOT-CNG-EE-ARRET appuie ces propos en son article R.3.4.A.3 décrit en page 97 : « *Les dérèglements climatiques accentuant la vulnérabilité des forêts au risque incendie, les SCoT reconnaît l'exploitation forestière et le sylvopastoralisme comme une solution* ».

Le Syndicat souhaite pouvoir nuancer le propos développé : comme évoqué suite aux grands incendies de forêt en 2022, la sylviculture (sous sa forme de monoculture, notamment de pins) constituerait une source d'augmentation des risques d'incendie et un facteur de leur propagation. De ce fait, l'exploitation forestière de plantations de pins peut difficilement être recommandée comme une solution limitant les risques d'incendie. Au contraire, l'introduction et/ou le maintien d'espèces de type feuillus sont davantage recommandées afin de limiter la propagation des incendies.

Dans la présentation des « *grands équilibres régionaux* » en page 212, il est indiqué au sein du document 5-SCOT-CNG-DIAGNOSTIC-TERRITORIAL-ARRET que « le territoire néo-aquitain est couvert à 52% par des terres agricoles, à 35% par la forêt, tandis que l'espace urbanisé représente 8% du territoire. Les 4% restant étant des zones naturelles ». Le Syndicat se demande pourquoi les 35% de forêt sont discriminées des espaces naturels estimés à 4% du territoire régional. Ces 35% font-ils exclusivement référence à des forêts d'exploitation ? Il serait intéressant de pouvoir préciser ce point.

Est indiqué page 75 du document 14-SCOT-CNG-EE-ARRET et page 11 du document 15-SCOT-CNG-RNT-ARRET que « *les milieux boisés accueillent une biodiversité d'une grande richesse, notamment des boisements matures qui abritent des cavités arboricoles permettant l'accueil de chauves-souris (Murin de Beschstein, petit rhinolophe). Ces milieux contribuent aussi à l'accueil de rapaces diurnes, d'espèces communes de mammifères terrestres, d'amphibiens communs et patrimoniaux, et de reptiles.* » Afin de souligner encore davantage l'intérêt de nos milieux boisés, il apparaît pertinent de rendre compte de leur rôle d'hôte pour des espèces d'intérêt communautaire telles que la Rosalie des Alpes, le Lucane cerf-volant ou encore le Grand capricorne.

Sur ces mêmes pages est également indiqué que « les milieux ouverts sont associés à la polyculture, l'élevage et le pastoralisme. Ces milieux accueillent plusieurs espèces de papillons (comme l'Azuré bleu céleste), des rapaces, des chauves-souris, des mammifères

terrestres menacés et des invertébrés ». Il apparaît davantage pertinent de mentionner le « Fadet des laïches, le Cuivré des marais et le Damier de la Succise » en lieu et place de « l'Azuré bleu céleste ».

Remarques subsidiaires

Est présenté en page 19 du document 6-SCOT-CNG-VOLET-EAU-ARRET notre structure du Syndicat Mixte de Gestion des Bassins Versants de la Saye, du Galostre et du Lary (SMGBVSG). En complément des informations renseignées, le SMGBVSG est animateur Natura 2000 du site des « Vallées de la Saye et du Meudon » depuis juin 2023.

Dans la continuité, en page 20 de ce même document, il convient d'ajouter aux différents rôles de notre structure GEMAPI les « missions d'Inventaire des Zones Humides » et de « Mise en place d'actions de préservation et de conservation d'Espèces d'Intérêt Patrimonial et Communautaire ».

En outre, cette même page indique que la « *participation* (du SMGBVSG) à l'*élaboration de divers outils de gestion* ». Le Syndicat vous propose de compléter par « participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de divers outils de gestion ».

--

Est indiqué en page 59 du document 2-SCOT-CNG-DOO-ARRET que « *dès 2024, deux gares font l'objet* » sans continuité sur la phrase alors engagée.

Est indiqué au sein du tableau présenté page 103 du document 6-SCOT-CNG-VOLET-EAU-ARRET que l'ouvrage de prélèvement des eaux potables *Billaux* se situe à « *Galcon* » au lieu de Galgon.

Est indiqué en page 1 du document 13-SCOT-CNG-Synthèses-Risques-ARRET l'enjeu : « *préserver les milieux et motifs naturels (...) importante pour une meilleure régulation hydraulique* » en lieu et place de « importants ».

